

Rapport de l'Inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 07/11/2023 de la carrière CHAUX DE PROVENCE-SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais** impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Émissions canalisées de poussières** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2021 article : 4.1
- **Mesures en cas d'épisode de pollution aux particules fines** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2021 article : 7

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUX DE PROVENCE-SACAM

Ancien Chemin de Martigues
13161 Châteauneuf-les-Martigues

Références : D-0144-AIX-2024
Code AIOT : 0006401572

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement CHAUX DE PROVENCE-SACAM implanté Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE PROVENCE-SACAM
- Ancien Chemin de Martigues 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chaux-de-Provence exploite une carrière de calcaire qui alimente l'usine de production de chaux située sur le même site.

Carrière autorisée à produire 700 kt/an en moyenne de calcaire et 1 Mt/an au maximum, par arrêté préfectoral n°2003-97C du 16 mai 2003.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite donnée aux deux dernières visites d'inspection de 2023, dont la gestion des déchets d'extraction ;
- Maîtrise des émissions de poussières (APC de 2021).

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Émissions canalisées de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 4.1	Sans objet
5	Mesures en cas d'épisode de pollution aux particules fines	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 7	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Maintenance des dépoussiéreurs	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 3.12	Sans objet
3	Émissions diffuses de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 4.2	Sans objet
4	Indicateurs de suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 6.1	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques non-conformités relevées pour des faits présentant un niveau d'enjeu/gravité modéré, pour lesquels l'exploitant doit procéder aux actions correctives dans un délai fixé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maintenance des dépoussiéreurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure de maintenance et de gestion des pannes des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières pour limiter les périodes de dysfonctionnement. En cas d'indisponibilité d'un des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières et en l'absence de solution alternative pour maîtriser les envols de poussières, l'installation concernée est arrêtée, ou la piste concernée est interdite d'accès sous un délai raisonnable. Toutefois, en cas de conditions météorologiques défavorables et/ou d'alerte de pollution aux particules fines, ces dispositions sont prises sans délai. Lorsque l'exploitant utilise un ou des dépoussiéreur(s), il met au point une procédure de contrôle visuel permettant de détecter facilement les dysfonctionnements. L'exploitant tient un registre sur lequel sont mentionnées les anomalies de fonctionnement des dépoussiéreurs (date, durée, intervention effectuée, ...). Ces informations sont présentées dans le rapport annuel adressé à l'Inspection des Installations Classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il y a quatre dépoussiéreurs sur l'installation (trois pour autant de broyeurs, et un pour le crible), fonctionnant de manière discontinue. Il indique qu'un dysfonctionnement d'un dépoussiéreur peut être détecté visuellement lors de la tournée d'un opérateur. Il montre, via l'application de gestion de la maintenance GMAO, les interventions réalisées sur les dépoussiéreurs (remplacement régulier des manches, etc.).</p> <p>Dans le cadre de l'entretien préventif des installations, le remplacement des manches de filtres est réalisé toutes les 950 heures.</p> <p>L'exploitant n'est cependant pas en mesure de présenter - lors de la visite d'inspection - sa procédure (écrite) de contrôle visuel des dépoussiéreurs, avec les équipements concernés, la fréquence du contrôle, etc.</p> <p>Toutefois, le document intitulé "FR1B-I-Contrôle visuel des dépoussiéreurs_v16112023_rev1", reçu le 17/11/2023 après la visite d'inspection, est jugé satisfaisant.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant respecte sa procédure de contrôle visuel des dépoussiéreurs, en tenant à disposition de l'inspection des installations classées les résultats de chaque contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Émissions canalisées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets en concentration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures du débit rejeté, de la concentration et des flux de poussières des rejets canalisés doivent être effectuées selon les méthodes normalisées en vigueur et par un organisme agréé. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, suivant un tableau de normalisation des rejets sous le format ci-après : Si le flux total des rejets canalisés est supérieur à 7 000 m³/h : Rejets concernés Débit maximum Flux maximum Type de suivi Périodicité de la [(m³/h) (kg/h) mesure Dépoussiéreur n°1 [Débit 1] [Flux 1] Prélèvement 2 fois par an Dépoussiéreur n [Débit n] [Flux n] Prélèvement 2 fois par an Si le flux total des rejets canalisés est inférieur à 7 000 m³/h : Rejets concernés Débit maximum Flux maximum Type de suivi Périodicité de la (m³/h) (kg/h) mesure Dépoussiéreur n°1 [Débit 1] [Flux 1] Prélèvement 1 fois par an Dépoussiéreur n [Débit n] [Flux n] Prélèvement 1 fois par an En cas d'impossibilité technique pour réaliser les mesures, l'exploitant met en place un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm³, apportée par le fabricant. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En dehors des fours, les 4 autres dépoussiéreurs (filtres) font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 2 campagnes de mesure des poussières à l'émission par an pour l'installation de concassage, le broyage 0/2 et le triage chaud - 1 campagne/an pour le broyeur UF.
<p>Observations :</p> <p>La fréquence de contrôle doit être la même pour tous les dépoussiéreurs, elle est fonction du débit total des rejets (somme de l'ensemble des débits de chaque dépoussiéreur).</p> <p>La concentration en poussières du rejet du broyeur UF doit être contrôlée au moins 2 fois/an si le débit total des rejets canalisés de l'ensemble des dépoussiéreurs est supérieur à 7 000 m³/h => l'exploitant transmet à l'IIC le dernier rapport complet de contrôle des dépoussiéreurs, dès sa réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Émissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des rapports de mesures des rejets canalisés
Prescription contrôlée : Pour les carrières dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes, un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, conforme à la norme NF X 43-014(2017), est mis en place.Ce réseau est décrit dans le plan de surveillance demandé à l'article 2.1 du présent arrêté, et comprend les stations de mesures définies à l'article 19.6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé dont la fréquence de mesure est définie au même article. Le nombre de points de mesure et la fréquence des mesures pourront être modifiés après accord de l'Inspection des Installations Classées, sur présentation par l'exploitant de résultats régulièrement inférieurs à 0,35 g/m ² /jour sur une période de huit campagnes successives.Un rapport est transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réception des dernières mesures de la période de 30 jours concernée avec les commentaires nécessaires. Ce rapport résume également la situation météorologique délivrée par la station météo locale (épisodes de vent > 50 km/h, orientation du vent, pluviométrie, température,
Constats : Le réseau de surveillance en place est considéré satisfaisant (une station témoin, deux jauges de type b, et trois jauges de type c). Les derniers rapports trimestriels ont été reçus (par courriel) : <ul style="list-style-type: none">- campagne 1T2023 : le 24/3/23- 2T2023 : le 17/5- 3T2023 : le 25/8- 4T2023 : 21/11/23 Les résultats de l'empoussièrement sont conformes à l'objectif de 350 mg/m ² /j.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Indicateurs de suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs objectifs des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : - 0,5 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante ; - 0,35 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1 ^{er} janvier 2022. Après le 1 ^{er} janvier 2024, l'objectif à atteindre peut être reconsidéré au regard des résultats obtenus lors des mesures effectuées et en fonction des connaissances sur les émissions de particules fines acquises à ce moment-là.
Constats : Les quatre rapports trimestriels de 2023 montrent des niveaux d'empoussièrement conformes à l'objectif de 350 mg/m ² /j, avec des résultats (jauges de type b) se situant entre 90 et 120 mg/m ² /j.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures en cas d'épisode de pollution aux particules fines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures prises lors des pics de pollution aux PM10
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines. La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection. Afin de transmettre dans de bonnes conditions les communiqués d'activation des procédures préfectorales, l'exploitant communique sous 2 semaines après notification du présent arrêté, le numéro de fax et une adresse électronique des services et/ou des personnes compétentes à contacter lors d'épisode de pollution.
Constats : Le PdS (plan de surveillance) des émissions de poussières, commun à la carrière et à l'usine, prévoit notamment : en cas de pic pollution aux PM10 de niveau N1, une réduction de l'activité de 50 % (les véhicules sur pistes n'effectuent qu'un « tour » sur deux), et une "interruption totale de l'activité" en cas de pollution de niveau N2.
Observations : L'interruption totale d'activité (en cas de pic de pollution de niveau N2) peut être interprétée comme l'arrêt de l'usine également (PdS commun), donc des fours. Or, ce n'est pas le cas selon l'exploitant, qui doit donc modifier son PdS (arrêt activité carrière uniquement, a priori). En outre, la traçabilité des épisodes (dates) de pollution PM10 de niveaux N1 et N2 doit être améliorée, ainsi que les mesures réellement mises en œuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
Thème(s) : Autre, AN 2022 DDIE/PGD
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore le plan de gestion des déchets (PGD) pour la réduction, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets d'extraction, selon les modalités définies au présent article. Le plan de gestion des déchets est fondé sur la connaissance et la caractérisation des déchets, dans l'objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux....
Constats : En référence au rapport de l'Inspection daté du 06/01/2023 (AN 2022 DDIE/PGD), l'exploitant a transmis son PGD actualisé le 06/12/2023 (version datée du 15/10/2023). L'exploitant indique que les boues de curage ("déchet 5 USI/CAR") issues des bassins de collecte des eaux pluviales du site vont être éliminées auprès de SOLAMAT (projet). Les fines de dépeussierage ("déchet 4 USI") issues du process, ne sont pas considérées par Lhoist comme des déchets dangereux, après avoir procédé à leur caractérisation (DNDNI codifié 10 13 06). L'exploitant indique que ces déchets sont désormais commercialisés. Un dossier de sortie de statut de déchet (SSD) implicite pour les "LKD" (lime kiln dust = poussières de four à chaux) de l'usine a été reçue le 21/12/2023 par courrier.
Type de suites proposées : Sans suite